

le CODIVOIRIEN

Même si tu ne comprends pas, tu vas comprendre !



www.lecodivoirien.ci

LE GOUVERNEMENT DISSOUT LA CEI

BIENTÔT, UNE NOUVELLE RÉFORME DU CODE ÉLECTORAL IVOIRIEN



COMMUNICATION

AMADOU COULIBALY SALVE LES INITIATIVES DE L'AIP ET DU FIRCA

Akwaba Dablamakan S.

ALASSANE OUARTARA VIP AU KENYA

Du 11 au 12 mai 2026, Nairobi, la capitale kényane, a accueilli le sommet « Africa Forward », un grand rendez-vous diplomatique et économique réunissant plusieurs Chefs d'État, investisseurs et partenaires internationaux autour des enjeux liés à l'innovation, à la croissance et au développement du continent africain coorganisé par le Kenya et la France.

À cette occasion, le Président de la République, Alassane Ouattara, a pris part aux travaux de cette rencontre de haut niveau.

Par sa présence à ce sommet stratégique, le chef de l'État ivoirien a une nouvelle fois confirmé le rôle majeur de la Côte d'Ivoire dans les grands rendez-vous économiques et diplomatiques africains. Reconnu pour son expérience et sa maîtrise des questions économiques, Alassane Ouattara a multiplié les échanges avec des dirigeants, des investisseurs ainsi que plusieurs personnalités influentes présentes à Nairobi.

Ce déplacement n'a d'ailleurs pas été de tout repos pour le Président ivoirien, très sollicité durant tout le sommet. Entre rencontres officielles, échanges diplomatiques et séances de travail, l'engouement autour de sa personne était perceptible.

Son charisme, son parcours et son expérience ont clairement pesé dans l'attention particulière qu'il a suscitée.

À Nairobi, Alassane Ouattara faisait incontestablement partie des VIP de ce grand raout africain.

SOMMET AFRICA FORWARD



ADO APPORTE SON EXPÉRIENCE À L'AFRIQUE

Vous avez loupé l'actualité ces temps-ci ? Séance de rattrapage...

WASHINGTON

La Côte d'Ivoire mobilise ses talents des institutions internationales autour d'un dîner inédit



L'Ambassadeur Ibrahima Touré a réuni, à la Résidence de Côte d'Ivoire à Washington D.C., des fonctionnaires ivoiriens exerçant au sein d'institutions financières internationales. Une rencontre inédite qui s'inscrit dans la continuité du tout premier Dîner Annuel des Étudiants ivoiriens aux États-Unis, organisé en décembre 2025 à la Chancellerie. Cette soirée, première du genre, visait à célébrer les compétences ivoiriennes, à leur transmettre le message d'encouragement du Président de la République et du Gouvernement, mais aussi à jeter les bases d'une collaboration structurée à travers l'association « Ivoire Think Tank ». Dans son allocution, le chef de mission diplomatique s'est félicité du parcours remarquable de ces cadres ivoiriens, qui évoluent dans des environnements exigeants et hautement compétitifs. « Leurs trajectoires et leur présence croissante contribuent au rayonnement international de la Côte d'Ivoire », a-t-il souligné. Pour lui, ces professionnels incarnent une nation moderne, compétente et résolument tournée vers l'avenir, participant activement à la gouvernance financière mondiale ainsi qu'à la recherche de solutions aux défis du développement économique et social.

E-JUSTICE.CI

La Côte d'Ivoire accélère la digitalisation de son système judiciaire devant le corps diplomatique

La Côte d'Ivoire franchit une nouvelle étape dans la modernisation de son administration judiciaire. Le mardi 28 avril 2026, un atelier de sensibilisation et de formation consacré à la plateforme numérique e-justice.ci a réuni les représentants diplomatiques accrédités dans le pays, au ministère des Affaires étrangères, à Abidjan-Plateau. Cette initiative s'inscrit dans la dynamique de transformation digitale impulsée par les autorités ivoiriennes, visant à améliorer l'efficacité des services publics et à renforcer la transparence administrative. Représentant le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Jean Sansan Kambilé, le directeur de cabinet Kouassi Bernard a salué la forte mobilisation du corps diplomatique. Il a mis en lumière les enjeux majeurs de cette plateforme innovante. Selon lui, e-justice.ci constitue un levier essentiel pour simplifier les démarches administratives, rapprocher la justice des citoyens et garantir la fiabilité des actes judiciaires.

Portée par la vision du Président de la République, Alassane Ouattara, et mise en œuvre sous la conduite du Premier ministre Robert Beugré Mambé, cette réforme s'inscrit dans une stratégie globale de digitalisation de l'administration.

COOPÉRATION

Le roi des Bamoun du Cameroun visite la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire

Présent en Côte d'Ivoire sur invitation du président de la Banque africaine de développement (Bad), Sidi Ould Tah, Sa Majesté le Sultan roi des Bamoun du Cameroun, El Hadj Mouhammad-Nabil Mforifoum Mbombo NJOYA, chef traditionnel du Noun, a effectué une visite, le vendredi 8 mai 2026, à la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (Cci-CI) à Abidjan-Plateau. L'objectif de cette rencontre est de favoriser les échanges, d'explorer les opportunités de collaboration économique, artistique, commerciale, culturelle, touristique et des industries créatives entre cette région du Cameroun et les opérateurs économiques ivoiriens. Le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire, Touré Faman, a remercié le roi des Bamoun pour sa visite dans les locaux de son institution. « **Votre présence parmi nous constitue un rare privilège, car elle honore notre institution et vient surtout rappeler avec éloquence, la profondeur des liens d'amitié et de fraternité qui unissent la Côte d'Ivoire et le Cameroun** », dit-il.



GOVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

Abou Bamba trace les contours d'une action plus ferme et plus moderne

Le ministre de l'Environnement et de la Transition écologique (Minete), Abou Bamba, a donné le ton de sa vision de la gouvernance environnementale, le vendredi 8 mai 2026, à l'auditorium de la Primature, au Plateau, à Abidjan. C'était à l'occasion du lancement de la 28e Quinzaine nationale de l'environnement et du climat (Qnec) 2026, en présence des acteurs de l'écosystème environnemental. L'innovation majeure de cette édition est l'institution du Grand format de l'environnement et du climat, un espace d'échanges, de sensibilisation et de mobilisation citoyenne. Face aux participants, le ministre a dressé un constat sans détour. « Le monde entier vit une crise environnementale qui a des répercussions sur tous les pays, surtout ceux de l'Afrique. Il y a urgence que nous passions à l'action, car la question environnementale est l'affaire de tous », a déclaré Abou Bamba. Le ministre a lancé un appel aux populations ivoiriennes pour une implication collective dans la protection des ressources naturelles, l'amélioration du cadre de vie et la construction d'un avenir durable.

Palmci renforce la confiance des planteurs avec trois nouveaux ponts-bascules

FILIERE PALMIER À HUILE



La société Palmci, filiale du Groupe Sifca, poursuit sa dynamique de modernisation de la filière palmier à huile en Côte d'Ivoire. Entre janvier et avril 2026, l'entreprise a procédé à l'inauguration de trois nouveaux ponts-bascules à Abengourou, Gagnoa et Soubré, renforçant ainsi la transparence des transactions avec les planteurs. D'une capacité de 80 tonnes chacun et dotés d'une précision de plus ou moins 0,075 %, ces équipements modernes portent désormais à 13 le nombre total de ponts-bascules déployés par Palmci à travers le pays.

À travers cette initiative, l'entreprise entend garantir aux producteurs une pesée fiable de leurs récoltes, avec pour principe : « une tonne livrée, une tonne pesée et une tonne payée ». Le plus récent de ces équipements a été mis en service le 23 avril 2026 à Cika, dans la région d'Abengourou, sur l'axe menant à Bettié. Cette infrastructure répond à une forte attente des producteurs locaux, qui réclamaient depuis plusieurs années des outils de pesée modernes et équitables afin de sécuriser leurs transactions commerciales.



est une publication de



SARL au capital de
5 000 000 FCFA

Directeur de publication et Gérant :
Zohoré Lassane

Directeur de la rédaction :
Ilary Simplicé (07 07 71 07 80)
simplicellary@gmail.com

Rédacteur en chef :
Jean-François Koffi (JFK)
(0709768012)

Secrétaire générale de la Rédaction :
JFK

Siège social :
Marcory face à l'hôpital de Marcory

Adresse : BP 2773 Abidjan 11

Téléphone : 07 69 63 54 91

E-mail : info@lecodivoirien.ci

Impression : SNPECI

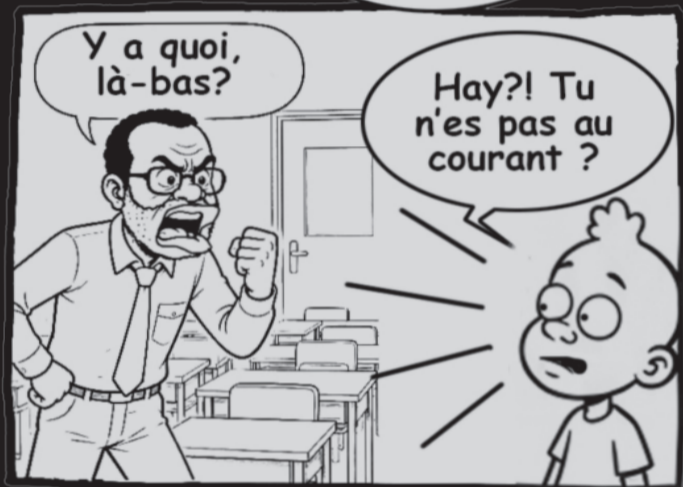
Dépôt légal : N°10984 du 21/01/2014

Récépissé : N° 56/D du 16/12/2013 du Procureur de la République

Tirage : 15.000 exemplaires

Toute copie, même partielle, de cette publication est formellement interdite, sous peine de poursuite judiciaire.

TITHI DÔHi



HOMMAGE

Touba célèbre le Président Alassane Ouattara

La Place ADO de Touba a refusé du monde, le samedi 9 mai 2026, à l'occasion d'une grande cérémonie d'hommage dédiée au Président de la République, Alassane Ouattara. À travers cette mobilisation populaire, les populations du Bafing ont voulu exprimer leur reconnaissance au Chef de l'État pour les importantes transformations enregistrées dans la région depuis plusieurs années. L'événement, marqué par une ambiance festive faite de chants, de danses traditionnelles et de démonstrations de soutien, s'est déroulé en présence du Vice-Premier ministre et ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara, ainsi que de plusieurs cadres du RHDP, élus locaux, autorités administratives et chefs traditionnels du Bafing.



Prenant la parole devant une foule acquise à la cause présidentielle, Téné Birahima Ouattara a salué la mobilisation des populations et réaffirmé l'engagement du gouvernement à poursuivre les actions de développement dans la région.

« Le Président Alassane Ouattara travaille pour tous les Ivoiriens sans distinction. Ce que nous voyons aujourd'hui dans le Bafing est la preuve concrète d'une vision de développement fondée sur la paix, le travail et la modernisation de notre pays », a-t-il déclaré.

Le ministre de la Défense a également insisté sur l'importance de préserver la stabilité du pays afin de garantir la poursuite des grands projets engagés par l'État. « La paix demeure notre plus grande richesse. Sans stabilité, aucun développement durable n'est possible. Le Président de la République continuera d'œuvrer pour une Côte d'Ivoire forte, unie et prospère », a-t-il ajouté sous les applaudissements des militants et sympathisants du RHDP.

Plusieurs cadres du parti présidentiel ont, à leur tour, mis en avant les réalisations du gouvernement dans la région du Bafing. Ils ont notamment évoqué les progrès enregistrés dans les domaines des infrastructures routières, de l'électrification, de l'éducation et de l'accès aux soins de santé.

Pour eux, les actions du Président Alassane Ouattara ont profondément changé le visage de Touba et des localités environnantes.

« Le Bafing d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier. Les routes, les écoles, les centres de santé et les nombreux projets réalisés témoignent de l'attention particulière accordée à notre région », a déclaré un responsable local du RHDP.

Les chefs traditionnels présents à cette cérémonie ont également exprimé leur satisfaction face aux investissements réalisés dans la région. Dans leurs interventions, ils ont salué les efforts du Chef de l'État en faveur de la cohésion sociale et du développement local. Au nom des autorités coutumières, un porte-parole des chefs traditionnels a appelé les populations à préserver l'unité et la paix dans la région.

« Nous remercions le Président de la République pour toutes les actions engagées en faveur du Bafing. Nos populations constatent les progrès réalisés et souhaitent que cette dynamique de développement se poursuive dans la paix et la stabilité », a-t-il affirmé.

Cette cérémonie d'hommage a également été l'occasion pour les populations du Bafing de renouveler leur soutien au Président Alassane Ouattara et à sa politique de modernisation du pays.

Dans une atmosphère de ferveur politique et de communion populaire, Touba a ainsi réaffirmé son adhésion aux idéaux de paix, de stabilité et de développement prônés par le pouvoir ivoirien.

Ange Kelyanne

MÉDIATION ET DIPLOMATIE PRÉVENTIVE

L'Oirp renforce les capacités de ses diplomates de paix



L'Organisation internationale pour la recherche de la paix (Oirp) a organisé, les 25 avril, 2 et 9 mai 2026, une session de formation en médiation et diplomatie préventive destinée à ses ambassadeurs de paix. Les travaux se sont déroulés au cabinet du président de l'organisation, à la Riviera Faya, dans la commune de Cocody, à Abidjan. Cette initiative s'ins-

crit dans la dynamique de renforcement des mécanismes de prévention des conflits et de promotion d'une culture durable de la paix au sein des communautés. Durant cette formation, sept modules conformes aux standards internationaux ont été dispensés par quatre professeurs d'université et experts en paix, en médiation et en relations internationales. Les participants ont notamment été formés aux fondements de la culture de la paix, à la prévention et à la gestion des conflits, à la médiation, au leadership éthique, à la cohésion sociale ainsi qu'à la diplomatie préventive.

Au terme des travaux, les ambassadeurs de paix ont signé la charte éthique de l'Oirp, réaffirmant leur engagement en faveur du dialogue et du vivre-ensemble. Une cérémonie officielle de remise des certificats et des Awards est prévue le 16 mai 2026, au Palm Club Hôtel des Deux-Plateaux.

SOMMET « AFRICA FORWARD »

Alassane Ouattara porte la voix de la Côte d'Ivoire à Nairobi

Le Président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, a pris part les 11 et 12 mai 2026, à Nairobi, au Kenya, au sommet international « Africa Forward », co-organisé par le Kenya et la France autour du thème : « Partenariats entre l'Afrique et la France pour l'innovation et la croissance ».



Ce rendez-vous diplomatique et économique de haut niveau a réuni plusieurs chefs d'État africains, responsables institutionnels, investisseurs, partenaires au développement, représentants du secteur privé ainsi que des acteurs de la jeunesse et de la société civile autour des grands défis liés à l'investissement, à l'innovation, à la souveraineté alimentaire et à la transformation durable des économies africaines.

Par sa présence remarquée à ce sommet stratégique, le Chef de l'État ivoirien confirme une nouvelle fois le rôle central de la Côte d'Ivoire dans les grandes orientations économiques et diplomatiques du continent africain. À Nairobi, Alassane Ouattara a porté la vision d'une Afrique forte, intégrée et capable de bâtir sa croissance sur l'innovation, les infrastructures et la coopération régionale.

UNE TRIBUNE STRATÉGIQUE POUR LA CÔTE D'IVOIRE

Dès l'ouverture des travaux, les échanges ont porté sur plusieurs enjeux majeurs : le financement du développement, l'accès à l'énergie, la connectivité numérique, la compétitivité économique, la transformation agricole ainsi que le renforcement des systèmes alimentaires africains face aux crises internationales. Dans son intervention, le Président Alassane Ouattara a insisté sur la nécessité pour les États africains de renforcer leur coopération économique afin de créer des économies plus résilientes et plus compétitives.

« L'Afrique doit miser sur ses propres forces, investir davantage dans sa jeunesse et accélérer son intégration économique afin de bâtir une croissance durable et inclusive », a déclaré le Chef de l'État ivoirien devant plusieurs dirigeants et partenaires internationaux. Le Président ivoirien a également mis en avant les performances économiques de la Côte d'Ivoire ainsi que les réformes engagées depuis plusieurs années pour améliorer l'environnement des affaires, renforcer les infrastructures et attirer les investissements étrangers.

« Notre ambition est de faire de la Côte d'Ivoire un hub économique majeur en Afrique de l'Ouest, ouvert aux partenariats innovants et créateurs d'emplois pour notre jeunesse », a souligné Alassane Ouattara.

Le sommet « Africa Forward » intervient dans un contexte où les pays africains cherchent à accélérer leur industrialisation et à réduire leur

dépendance extérieure dans plusieurs secteurs stratégiques, notamment l'agriculture, l'énergie et le numérique.

UNE RENCONTRE IMPORTANTE AVEC WILLIAM RUTO

En marge des travaux, le Président Alassane Ouattara a eu un entretien avec son homologue Kényan, William Ruto. Les deux chefs d'État ont échangé sur les grands défis auxquels le continent est confronté, notamment le financement des infrastructures stratégiques, la souveraineté alimentaire, l'intégration régionale ainsi que le renforcement des échanges commerciaux entre les nations africaines. Cette rencontre bilatérale a également permis d'évoquer les perspectives de coopération entre la Côte d'Ivoire et le Kenya dans plusieurs secteurs clés, notamment l'agriculture, les transports, les technologies numériques et les investissements privés.

Selon la présidence ivoirienne, les discussions entre les deux dirigeants traduisent une volonté commune de construire une Afrique davantage tournée vers les partenariats économiques gagnant-gagnant.

« Les défis de notre continent exigent des réponses collectives et une coopération africaine renforcée », a affirmé Alassane Ouattara au terme de cet échange.

L'un des temps forts de cette rencontre a été l'annonce prochaine de l'ouverture d'une ambassade de Côte d'Ivoire au Kenya. Cette décision vise à renforcer les relations diplomatiques et économiques entre Abidjan et Nairobi, deux capitales considérées aujourd'hui comme des pôles économiques majeurs sur le continent.

Pour plusieurs observateurs, cette initiative marque une nouvelle étape dans la stratégie diplomatique ivoirienne visant à consolider sa présence dans les grandes régions africaines et à diversifier ses partenariats.

L'AFRIQUE FACE AUX DÉFIS DE LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE

Au cœur des discussions du sommet figurait également la question de la souveraineté alimentaire. Les participants ont insisté sur l'urgence de moderniser les systèmes agricoles africains afin de répondre aux besoins croissants des populations et de limiter les effets des crises internationales sur les économies du continent.

Présent aux travaux aux côtés du Chef de l'État, le ministre ivoirien de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières a participé aux réflexions sur les stratégies de transformation agricole et sur le financement des politiques alimentaires africaines. Les débats ont notamment porté sur :

la modernisation des chaînes de production agricole ; l'amélioration de la transformation locale ; le financement des exploitations agricoles ; le développement des infrastructures rurales ; l'innovation technologique au service de l'agriculture.

Pour le Président ivoirien, l'agriculture demeure un levier essentiel de stabilité économique et sociale pour les États africains. « L'Afrique possède les ressources nécessaires pour assurer sa sécurité alimentaire. Nous devons transformer nos productions localement et créer davantage de valeur ajoutée sur le continent », a indiqué Alassane Ouattara.

Le sommet « Africa Forward » marque une étape importante dans les relations entre la France et le continent africain, près de dix ans après le discours prononcé par le Président français à Ouagadougou.

Cette rencontre internationale se distingue également par le fait qu'elle soit organisée et co-présidée avec un pays anglophone, le Kenya, symbole d'une volonté d'ouverture et de diversification des partenariats entre l'Afrique et ses partenaires internationaux.

Les organisateurs ont présenté ce sommet comme une plateforme destinée à accélérer les investissements croisés entre la France et les pays africains, tout en favorisant l'émergence de solutions concrètes face aux grands défis contemporains. Le rendez-vous de Nairobi s'inscrit ainsi dans la continuité : du Sommet sur le financement des économies africaines de Paris en 2021 ; du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial ; du Sommet africain sur le climat tenu à Nairobi en 2023 ; ainsi que du Sommet Union africaine - Union européenne organisé à Luanda en novembre 2025.

Durant les échanges, plusieurs participants ont insisté sur la nécessité de bâtir des partenariats plus équilibrés entre l'Afrique et le reste du monde, loin des logiques de dépendance ou de domination économique.

La Côte d'Ivoire confirme son rayonnement diplomatique. À travers cette participation au sommet « Africa Forward », la Côte d'Ivoire confirme son influence grandissante sur la scène africaine et internationale. Sous l'impulsion du Président Alassane Ouattara, le pays poursuit une stratégie diplomatique axée sur la stabilité régionale, l'intégration économique et l'attractivité des investissements. Depuis plusieurs années, Abidjan s'impose comme un acteur incontournable dans les discussions relatives au développement économique du continent, à la coopération régionale et au financement des économies africaines.

La participation active du Chef de l'État ivoirien à Nairobi illustre cette volonté de faire entendre la voix de la Côte d'Ivoire dans les grands débats qui engagent l'avenir de l'Afrique. « L'avenir du continent dépendra de notre capacité à unir nos forces, à investir dans l'innovation et à offrir des opportunités concrètes à notre jeunesse », a conclu Alassane Ouattara devant les participants du sommet.

À Nairobi, la diplomatie ivoirienne aura donc une nouvelle fois démontré son ambition : contribuer activement à la construction d'une Afrique moderne, intégrée et résolument tournée vers le développement durable.

LE GOUVERNEMENT DISSOUT LA CEI

Bientôt, une nouvelle réforme du code électoral ivoirien

Réuni en Conseil des ministres au Palais présidentiel à Abidjan, le gouvernement ivoirien a adopté une ordonnance portant dissolution de la Commission électorale indépendante (CEI), institution chargée depuis plus de deux décennies de l'organisation et de la supervision des élections dans le pays.

L'annonce, faite par le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, suscite déjà de nombreuses réactions dans la classe politique et au sein de l'opinion publique, tant cette décision marque un tournant important dans le fonctionnement du système électoral ivoirien.

« Le Conseil a adopté une ordonnance portant dissolution de la Commission électorale indépendante », a déclaré Amadou Coulibaly à l'issue de la réunion gouvernementale.

Selon les autorités, cette dissolution s'inscrit dans une volonté de réforme profonde du cadre électoral national afin de renforcer la confiance des acteurs politiques et garantir des élections plus apaisées.

UNE INSTITUTION NÉE DE LA CRISE POLITIQUE IVOIRIENNE

La CEI avait été créée par la loi n°2001-634 du 9 octobre 2001, conformément à la Constitution du 1er août 2000. Sa mise en place répondait alors à la nécessité de disposer d'un organe électoral indépendant capable de rassurer les partis politiques dans un contexte marqué par les tensions sociopolitiques.

Le gouvernement assure ainsi que la dissolution de la CEI ouvre la voie à un nouveau dispositif électoral qui devra être plus consensuel et davantage en phase avec les attentes des populations.

Cissé Baongo défend la décision du gouvernement

Au lendemain de cette annonce, plusieurs personnalités proches du pouvoir ont pris la parole pour défendre la réforme engagée par l'exécutif. Parmi elles, le ministre-gouverneur du District autonome d'Abidjan, Cissé Baongo, a apporté un soutien appuyé à la décision gouvernementale.



Lors d'une intervention relayée dans plusieurs médias et sur les réseaux sociaux, il a estimé que la dissolution de la CEI était devenue nécessaire afin de consolider durablement la paix sociale et la stabilité institutionnelle du pays. « **Il faut avoir le courage de réformer ce qui doit l'être. Lorsqu'une institution cristallise autant de critiques et de suspicions, il est du devoir de l'État de prendre ses responsabilités** », a déclaré Cissé Baongo.

Le ministre-gouverneur considère que cette décision ne constitue pas une remise en cause de la démocratie ivoirienne, mais plutôt une tentative d'amélioration du système électoral.

« **Le gouvernement ne détruit pas la démocratie. Au contraire, il veut renforcer les mécanismes qui permettent d'avoir des élections crédibles, transparentes et acceptées de tous** », a-t-il affirmé. Selon lui, la future architecture électorale devra être construite dans un esprit d'ouverture et de dialogue avec l'ensemble des acteurs politiques.

« **L'objectif n'est pas d'exclure qui que ce soit, mais de créer un cadre qui rassure tout le monde et qui permette à notre pays d'éviter les crises postélectorales que nous avons connues dans le passé** », a ajouté Cissé Baongo.

UN TOURNANT POLITIQUE MAJEUR

La dissolution de la CEI constitue indéniablement l'une des décisions politiques les plus importantes prises ces dernières années en Côte d'Ivoire.

À travers cette réforme, le gouvernement entend manifestement redéfinir le cadre de gouvernance électorale du pays. Reste désormais à savoir quelle forme prendra la future institution appelée à organiser les élections ivoiriennes. Dans un contexte politique souvent sensible à l'approche des scrutins, les prochains mois seront déterminants pour mesurer l'impact réel de cette décision sur la stabilité politique et le climat démocratique en Côte d'Ivoire.

JFK

Amadou Coulibaly salue les initiatives de l'AIP et du FIRCA



L'e ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, a procédé, le mardi 12 mai 2026, au lancement officiel de la première édition des « Grands Rendez-vous de l'AIP », au Palais de la Culture de Treichville. Cette nouvelle tribune initiée par Agence Ivoirienne de Presse vise à créer un cadre d'échanges entre les institutions publiques, les médias et les populations autour des grandes questions d'intérêt national.

À cette occasion, le ministre a insisté sur l'importance de renforcer les espaces de dialogue dans une démocratie moderne afin de permettre aux institutions de mieux rendre compte de leurs actions dans un esprit de transparence et de redevabilité.

« **Dans un espace démocratique comme le nôtre, il est essentiel de multiplier les cadres d'expression et de dialogue afin de permettre aux institutions publiques de rendre compte de leurs ac-**

tions aux populations », a déclaré Amadou Coulibaly.

Le ministre a salué cette initiative de l'AIP qu'il considère comme un instrument important de rapprochement entre les pouvoirs publics et les citoyens. Selon lui, cette plateforme contribuera à promouvoir une communication publique plus accessible, plus participative et davantage en phase avec les réalités quotidiennes des populations.

Cette première édition des Grands Rendez-vous de l'AIP a enregistré la participation du ministre de la Promotion de la

Jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, Mamadou Touré, premier invité de cette plateforme d'échanges.

Les discussions ont notamment porté sur les politiques publiques en faveur de la jeunesse, l'insertion professionnelle ainsi que les mécanismes d'accompagnement des jeunes entrepreneurs ivoiriens.

Pour Amadou Coulibaly, cette initiative illustre la volonté des autorités ivoiriennes de favoriser une gouvernance plus ouverte et une meilleure circulation de l'information publique.

« **Ensemble, continuons de promouvoir une communication publique plus proche des populations et davantage tournée vers la participation citoyenne** », a-t-il ajouté.

Le FIRCA reçu au ministère de la Communication

Dans le cadre de ses activités, le ministre de la Communication a également accordé, le mercredi 13 mai 2026, une audience à une délégation du Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA), conduite par son Directeur exécutif, NDIAYE Oumar. Celui-ci était accompagné du Directeur des systèmes d'information et de la communication du FIRCA, BROUH Yapo Serge. Au cours de cette rencontre, les échanges ont porté sur les principales actions menées par le FIRCA en faveur du développement agricole en Côte d'Ivoire, ainsi que sur les perspectives de renforcement de la communication autour des acquis de cette institution.

Le ministre Amadou Coulibaly a réaffirmé la disponibilité de son département ministériel, en collaboration avec le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG), à accompagner le FIRCA dans sa stratégie de communication et de vulgarisation.

« **Le ministère de la Communication demeure disposé à accompagner les institutions publiques dans la valorisation de leurs actions au bénéfice des populations** », a assuré le porte-parole du gouvernement.

Créé pour soutenir la recherche agricole et le conseil aux producteurs, le FIRCA joue depuis plus de vingt ans un rôle majeur dans l'accompagnement des filières agricoles ivoiriennes.

Le ministre a d'ailleurs salué le travail accompli par cette structure dans le développement du secteur agricole national. « **Je tiens à saluer le travail remarquable accompli par le FIRCA depuis plus de vingt ans au service des filières agricoles ivoiriennes** », a indiqué Amadou Coulibaly. À travers ces différentes activités, le ministère de la Communication entend poursuivre ses efforts pour renforcer la transparence de l'action publique, améliorer l'accès des citoyens à l'information et accompagner les structures nationales dans la valorisation de leurs initiatives au service du développement de la Côte d'Ivoire.

M.K

COMMUNIQUÉ DE LA TRENTE TROISIÈME RÉUNION DU DIRECTOIRE DU RASSEMBLEMENT DES HOUPHOUÉTISTES POUR LA DÉMOCRATIE ET LA PAIX- RHDP



Le Directoire du RHDP a tenu, ce Mercredi 13 mai 2026, sa trente-troisième séance de travail, de 16h00 à 18h00, au Sofitel Hôtel Ivoire, sous la direction de son Président, Monsieur Gilbert Koné KAFANA, Haut Représentant de Son Excellence Monsieur le Président de la République. Pour cette 3ème séance de l'année 2026, élargie aux Secrétaires Départementaux du Parti, Le Rassemblement des Houphouétistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) a inscrit trois points à l'ordre du jour, présentés ainsi qu'il suit :

- 1- Un point d'Information relatif à l'analyse de la situation socio-politique.
- 2- La présentation des organes statutaires du Parti à l'issue du 2ème Congrès ordinaire des 20 et 21 juin 2025.
- 3- La relance des activités du Parti après ledit Congrès.
- 4- Et les divers

Sur Le premier point de l'ordre du jour consacré aux informations :

Le Directoire a passé en revue l'actualité socio-politique récente. À ce titre, Le Directoire a entendu une communication du Secrétaire Exécutif relative à la dissolution de la Commission Électorale Indépendante par Décret le 6 mai 2026. Le RHDP note le travail remarquable accompli par cette institution pendant ces 15 dernières années dans un contexte particulièrement mouvementé. Le RHDP a fait le constat que la présence des partis politiques au sein de la CEI, censé garantir un certain équilibre, a quelques fois fragilisé l'institution.

La Commission électorale Indépendante est cependant parvenue à normaliser le calendrier électoral et à organiser des scrutins dont la transparence est difficilement contestable. Le RHDP exprime son soutien indéfectible au Président de la République, Président du Parti, Son Excellence monsieur Alassane Ouattara pour toutes les actions entreprises pour normaliser la vie de nos institutions.

Toujours au titre des informations, Le Directoire a entendu, avec intérêt, une communication du Secrétaire Exécutif relativement aux activités des jeunes cadres du Parti.

Le Directoire félicite les initiateurs de cette plateforme et recommande au Secrétaire Exécutif de les soutenir pour consolider la dynamique de transmission générationnelle chère au Président du Parti, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara. Relativement au second point de l'ordre du jour, Le Directoire a entendu un rapport du Secrétaire Exécutif relatif à la réorganisation des organes statutaires du Parti à l'issue du Congrès ordinaire des 20 et 21 juin 2025.

Le champ de compétence et les missions des organes centraux, notamment Le Congrès, la Convention nationale, Le Président, Le Bureau Politique, Le Conseil Politique, Le Directoire et Le Secrétariat Exécutif, ont été redéfinis.

Quatre nouveaux organes ont été créés et opérationnalisés

Il s'agit :

- Du Conseil des sages et de médiation
- De l'Inspection générale
- Du Conseil de discipline
- Et du Conseil de l'ordre

Le Président du Parti a procédé à la nomination des responsables de ces quatre nouveaux organes

Ainsi, sont nommés :

Président du Conseil des sages et de médiation : **Monsieur Kobenan Kouassi Adjoumani**

Président de l'Inspection générale : **Monsieur Alain Richard Donwahi**

Président du Conseil de discipline : **Monsieur François Amichia**

Présidente du Conseil de l'Ordre : **Madame Sara Sako Fadiga**

Concernant le troisième point de l'ordre du jour relatif à la relance des activités du Parti après le Congrès ordinaire de juin 2025, Le Directoire a entendu un exposé du Secrétaire Exécutif successivement sur trois chapitres :

- La consolidation du fichier électronique des militants (E-militants)
- Le remplacement des Secrétaires Départementaux défaillants et sanctionnés
- Le fonctionnement des Coordinations régionales et la mise à jour de leurs bureaux suite aux sanctions

1 - Relativement au fichier E-militants : Après avoir entendu le rapport du Secrétaire Exécutif, Le Directoire note que 1,294,853 (Un million deux cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent cinquante-trois) militants ont été enrôlés sur la plateforme électronique du Parti, soit un taux de 63,73% sur un objectif de 2,032,500 (Deux millions trente deux mille cinq cent) militants visés.

Le Directoire note cependant quelques difficultés dans la capacité de certains responsables de base à maîtriser l'utilisation de l'application E-militant. Ce qui ralentit par endroits l'édition et la distribution des cartes de militants.

2 - Relativement aux Secrétariats Départementaux à pourvoir : Ainsi qu'il a été rappelé dans le communiqué de la 32ème séance du Directoire, 39 Secrétariats

Départementaux sont à pourvoir :

- 8 Secrétaires Départementaux doivent être remplacés pour cause de décès ;
- 3 pour cause d'indisponibilité ;
- 14 pour indiscipline ;
- Et 12 pour rendement insuffisant ;

Le Directoire a instruit le Secrétaire Exécutif de prendre toutes les dispositions pour combler ces défaillances.

3 - Relativement au fonctionnement des Coordinations régionales :

Le Directoire a pris acte de l'effectivité du maillage territorial du RHDP avec 47 coordinations régionales, 350 Secrétariats Départementaux et 924 zones qui couvrent les Sections et les Comités de base.

Le Directoire a rappelé cependant aux Coordonnateurs régionaux le strict attachement du Président du Parti à la mise en œuvre résolue de la feuille de route qui leur a été assignée par le Parti lors de leur installation le 30 septembre 2024.

Le Directoire recommande ainsi au Secrétariat exécutif Adjoint chargé de l'Implantation, de l'Organisation et des nouvelles Adhésions d'accélérer le déploiement des structures du Parti à la base afin de consolider la proximité du Parti avec nos concitoyens. Le Directoire appelle toutes les forces vives du Parti à se mettre, encore davantage, en ordre de bataille après la réorganisation des instances suite au Congrès de juin 2025. Avant de refermer sa séance, Le Directoire a appelé au renforcement de la cohésion de l'encadrement politique et des militants autour du Président du Parti.

Le Directoire a fermement condamné les dérives et les tentatives de manipulation et de désinformation constatés sur certains réseaux sociaux contre le Parti et Le Président du Parti. Le Directoire salue la maturité de nos concitoyens attachés au développement, à la paix et à la stabilité durement acquis depuis l'accession du Président du Parti, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara au pouvoir. Enfin, Le Directoire félicite Le Président du Parti pour son leadership éclairé qui contribue de manière notable au rayonnement d'une Grande Côte d'Ivoire sur l'échiquier international.

Ayant épuisé son ordre du jour, Le Directoire a levé sa séance à 18H00.

Fait à Abidjan, Le 13 mai 2026

Pour le Directoire du Rassemblement des Houphouétistes pour la Démocratie et la Paix- RHDP

Le Porte-parole principal

Kobenan Kouassi Adjoumani

COHÉSION NATIONALE

Myss Belmonde Dogo mise sur les chefs traditionnels pour consolider la paix



La ministre de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, Myss Belmonde Dogo, a échangé le 8 mai 2026 à Yamoussoukro avec le directoire de la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels. Cette rencontre, initiée par la ministre, s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la cohésion sociale et de consolidation de la paix en Côte d'Ivoire.

Face aux gardiens de la tradition, Myss Belmonde Dogo a salué le rôle essentiel que joue la chefferie dans la stabilité du pays. Dès l'ouverture des échanges, elle a tenu à marquer son attachement aux autorités coutumières. « *Je suis ce jour dans votre maison, car votre maison est celle du peuple* », a-t-elle déclaré, avant de rappeler que les chefs traditionnels demeurent des acteurs incontournables du vivre-ensemble.

Pour la ministre, la chefferie traditionnelle constitue un pilier fondamental dans la prévention des conflits et la médiation sociale. « *La Côte d'Ivoire ne peut ni se développer ni avancer sans sa chefferie. Vous êtes le premier maillon et le maillon fort de l'administration* », a-t-elle affirmé devant les membres du directoire.

Évoquant le contexte sous-régional marqué par plusieurs tensions sécuritaires et politiques, elle a exhorté les chefs à poursuivre leur travail de sensibilisation auprès des populations afin de préserver la paix sociale. « *Le gouvernement est à vos côtés. Nous remettons entre vos mains la paix retrouvée et nous vous confions la cohésion des fils et filles de la Côte d'Ivoire* », a insisté la ministre.

Au cours de cette rencontre, Myss Belmonde Dogo a également présenté plusieurs programmes sociaux mis en œuvre par son département ministériel, notamment les filets sociaux productifs, la popote familiale et le Régime social unique. Selon elle, ces initiatives visent à réduire la pauvreté et à renforcer la solidarité nationale.

La ministre a surtout plaidé pour une revitalisation des mécanismes traditionnels de règlement des différends et des alliances interethniques, longtemps considérés comme des instruments efficaces de cohésion sociale. « *Il faut qu'aujourd'hui les alliances interethniques renaissent et vous devez en être la cheville ouvrière* », a-t-elle lancé aux chefs traditionnels, tout en rappelant que « la maison des chefs remplace l'arbre à palabres ».

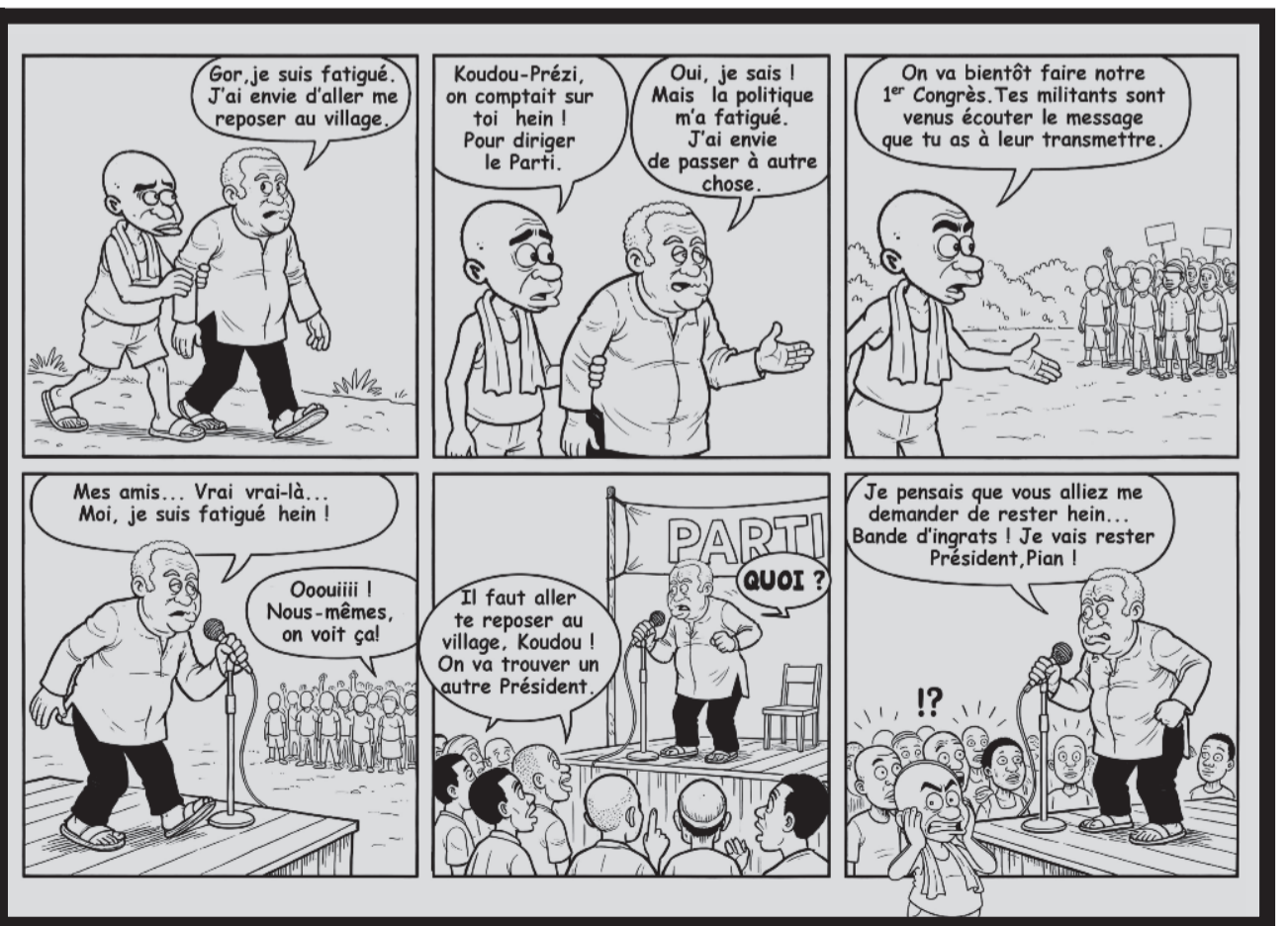
Au nom de la Chambre nationale des rois et chefs traditionnels, Sa Majesté Tanoé Amon Paul Désiré a salué cette démarche qu'il considère comme un signal fort en faveur du dialogue entre l'État et les autorités coutumières.

« *Cette démarche mérite d'être saluée, car elle reconnaît la place essentielle que joue la chefferie traditionnelle dans la préservation de la paix* », a-t-il indiqué. Le président de l'institution a également exprimé le souhait de voir cette rencontre déboucher sur une collaboration durable au service de l'unité nationale.

Même son de cloche chez le porte-parole de la Chambre, Nanan N'Guessan Begbin, qui a assuré que les chefs traditionnels restent disponibles pour accompagner les actions du gouvernement dans l'intérêt supérieur de la nation.

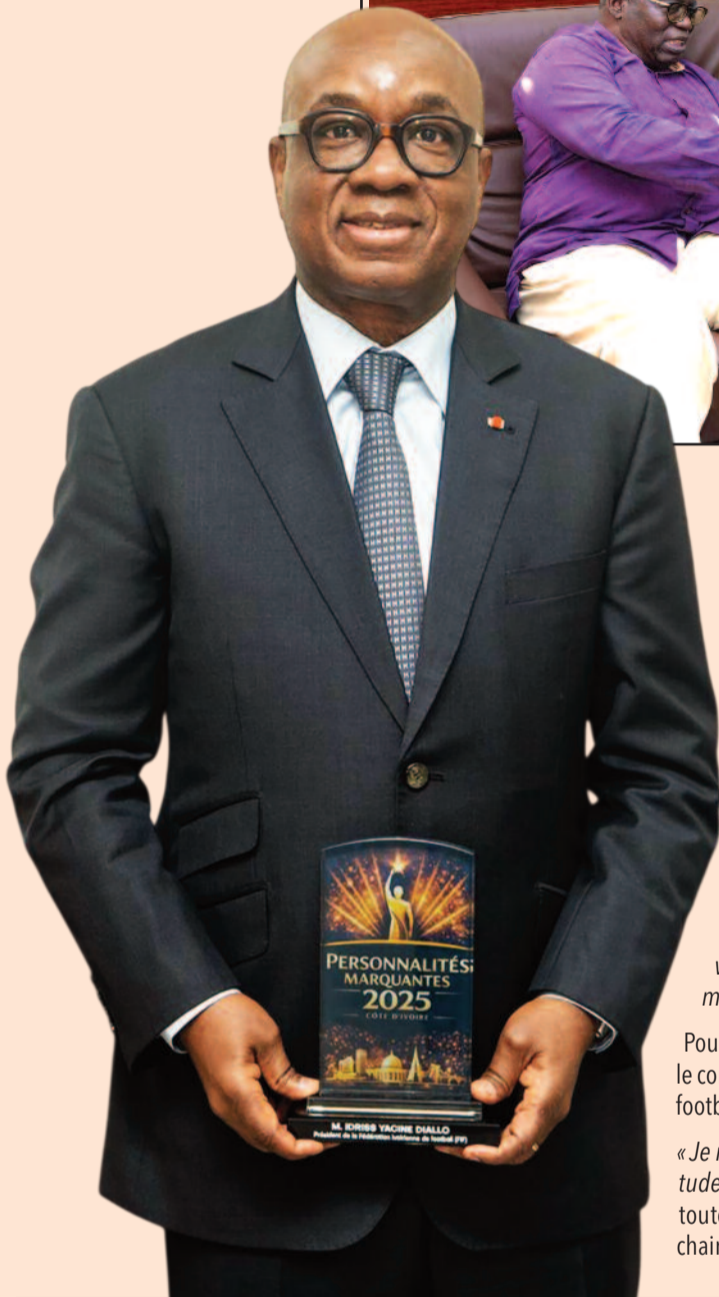
À travers cette rencontre, le gouvernement ivoirien et les autorités traditionnelles réaffirment leur volonté commune de faire de la cohésion sociale un rempart durable contre les divisions et les tensions, afin de préserver la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire.

Mohamed Koffi



DISTINCTION / PERSONNALITÉS MARQUANTES 2025

Le Président de la FIF a reçu son prix



Absent lors de la cérémonie de distinction des « Personnalités marquantes 2025 », tenue le 24 avril 2026 au Radisson Blu Abidjan Airport, le Président de la Fédération Ivoirienne de Football (FIF) M. Yacine Idriss Diallo a reçu son prix ce mardi 5 mai 2026 à son cabinet au siège de la FIF à Treichville.

Ce, en présence des organisateurs conduits par Emmanuel Koffi, président du Comité d'Organisation.

Selon Eric Bayala, président du Jury, le choix du président de la FIF ne relève ni du hasard, ni de la complaisance. « Vous vous êtes distingué par l'impact de vos actions menées à la tête du football ivoirien depuis plusieurs années. Votre leadership, votre intégrité ainsi que votre exemplarité ont retenu l'attention de la majorité des membres du jury », a-t-il expliqué.

Pour sa part, M. Yacine Idriss Diallo a chaleureusement remercié le comité d'organisation pour l'honneur faite à sa personne et au football ivoirien.

« Je reçois cette distinction avec beaucoup d'humilité et de gratitude », reconnaît-il sans oublier d'inviter les Ivoiriens à unir toutes leurs prières pour accompagner les Eléphants à la prochaine Coupe du Monde 2026.

